

Chambres d'agriculture. Gros tour de vis à l'horizon

Laurent Marc
et Frédérique Le Gall

Dans un contexte budgétaire dégradé, la chambre régionale d'agriculture annonce un plan d'économie drastique qui passe notamment par la fermeture de ses quatre centres de formation. Les salariés redoutent la suppression d'une centaine d'emplois, voire plus.

Ce vendredi, entre 200 et 250 salariés des chambres d'agriculture bretonnes ont manifesté à Plérin. Photo Laurent Marc



Mouvement inédit dans l'histoire de l'organisme consulaire, les salariés des chambres d'agriculture bretonnes se sont mis en grève ce vendredi. 250 personnes sur un effectif total de 620 se sont donné rendez-vous en matinée à Plérin (22), siège de la chambre d'agriculture des Côtes-d'Armor pour pousser les employeurs réunis en bureau « à construire l'avenir avec eux ». Les grévistes entendaient protester contre le vaste plan de restructuration qui vient de leur être dévoilé par leurs dirigeants, élaboré selon eux « dans la précipitation

et sans concertation ».

Centres de formation en sursis

Ce plan prévoit la fermeture pour 2020 des quatre centres de formation répartis sur chacun des départements : Saint-Ségal (29) Quintenic, (22), Crédin-Kérel (56) et La Bouexière (35). Ces centres qui préparent au métier d'agriculteur ou de salarié d'exploitation emploient 60 salariés. D'autres activités sont visées dans le projet. Ainsi des réductions d'effectifs sont envisagées au sein des services qui interviennent auprès des agricul-

teurs : conseil en bâtiment, montage des dossiers d'installations classées... La communication extérieure est également dans le collimateur et pourrait, selon les salariés avoir un impact non négligeable sur la tenue des festivals agricoles départementaux (Agri-Deiz, Ohhh la Vache, Terralies.)

100 emplois menacés ?

Aucun chiffre n'a été avancé officiellement mais la FGA-CFDT redoute la suppression de cent emplois, « peut-être plus ». Pour justifier ces mesures radicales, les dirigeants des chambres

mettent en avant le contexte financier qui s'est fortement dégradé depuis 2017. Le syndicat confirme que depuis le rapprochement des cinq chambres d'agriculture bretonnes, le budget de la chambre régionale affiche un déficit d'1,9 million d'euros pour un budget additionné de 89 millions d'euros « mais les salariés n'ont aucune explication ni analyse sur l'origine du déficit », regrette la CFDT qui réclame une expertise financière sur les comptes des chambres.

Aux inquiétudes des salariés André Sergent, président de la Chambre

régionale d'agriculture, et Sébastien Giraudeau, directeur, ont répondu par un discours sans détour. « La situation financière est dégradée depuis 2017, nous devons revenir à l'équilibre. » 1 M€ de déficit en 2017, 2 M€ l'année suivante et encore 2 M€ cette année, l'équipe dirigeante sonne le tocsin. À cela plusieurs explications. « La baisse de produits publics, des prélèvements sur fonds propres de l'ordre de 3 M€, une baisse des subventions des conseils départementaux et, parallèlement, une hausse des charges ». Pour ne rien arranger, une baisse de l'ordre de 15 %, soit 3,60 M€, des ressources issues de la taxe sur le foncier non-bâti est à craindre. Du coup, André Sergent et Sébastien Giraudeau ont sensibilisé les parlementaires pour qu'ils pèsent dans le débat.

« Pas de moratoire »

Surtout, ils maintiennent leur position : « La chambre d'agriculture ne va pas disparaître, mais celle de demain aura un autre format ». Et pas question d'envisager un moratoire. Ils imaginent de transférer certaines activités, qu'ils jugent trop onéreuses. Au premier rang desquelles, la formation qualifiante. Sur la sellette également, le service communication, avec des conséquences directes sur un salon comme Ohhh la vache pour lequel la chambre a décidé de retirer une partie des moyens qu'elle attribuait jusque-là.

Au final, combien de salariés seront concernés ? 100, voire un peu plus ? « On ne peut pas dire pour l'instant. Mais on cherche à transférer ces postes pour sauver un maximum d'emplois », tente de rassurer Sébastien Giraudeau. « Ce qui est certain c'est que la chambre fonctionnera avec moins de salariés », affirme André Sergent.